



Déclaration Liminaire Intersyndicale à l'audience du 3 décembre 2015

Renforcer la DGFIP, c'est renforcer la République

Monsieur le délégué du directeur général

Les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité constituent le socle du «vivre ensemble» et de la cohésion sociale et plus encore depuis les attentats inqualifiables du vendredi 13 novembre 2015.

La cohésion sociale nécessite une action publique permettant à chacun d'accéder aux besoins essentiels et ainsi, de réduire les inégalités sociales et économiques. Dans ce cadre, les services publics jouent quotidiennement un rôle essentiel illustré dans les circonstances dramatiques des attentats du 13 novembre. Or ils sont contestés depuis des années par les politiques de rigueur budgétaire incarnées par le pacte de stabilité et leur corollaire, les restructurations des services de l'État. Elles se traduisent toutes par une réduction de la place et du rôle des services publics au mépris des besoins de nos concitoyens. Elles mettent en péril la cohésion sociale et remettent en cause le rôle de l'impôt dans notre société.

Devant le Parlement réuni en Congrès, le Président de la République a annoncé plusieurs mesures allant jusqu'à accorder la primauté au pacte de sécurité sur le pacte de stabilité. Ces mesures, prises dans l'urgence, demeurent ciblées sur les administrations dites «sécuritaires». Elles oublient de renforcer les services qui, à la DGFIP et dans d'autres administrations de l'État, combattent au quotidien la délinquance financière, qui est intimement liée au financement du terrorisme ou des systèmes mafieux. Plus largement, elles oublient, une fois encore, de renforcer la capacité de l'État à assurer ses propres recettes et à mener une action publique essentielle en termes de cohésion sociale, de sécurité, et d'activité économique.

Ce n'est donc pas simplement le pacte de sécurité qui doit primer le pacte de stabilité, c'est le pacte social dans son ensemble. Il faut rompre avec la rigueur budgétaire !

Les enjeux et les besoins en matière d'accueil, de finances locales ou de fraude fiscale justifiaient déjà l'accroissement des moyens humains et budgétaires de la DGFIP avant même les attentats et les annonces du Président de la République. Ce renforcement devient désormais une nécessité absolue !

Déjà durement frappée depuis dix ans par les suppressions de poste, cette année l'Essonne subit l'absence de nomination d'agents C stagiaires, et ce ne sont pas les trois agents arrivés en octobre qui ont couvert les besoins du département. L'amélioration pour le 1er mars 2016 avec l'arrivée prévue de 8 agents ne suffira pas à combler le déficit de 26 cadres C du département. Mais comme vous savez souffler le chaud et le froid, la contrepartie de ces agents C est la fermeture à toute arrivée dans le département de cadres B. Or il y a un manque de 42 cadres B dans l'Essonne ! Faut-il que nous remontions crier notre colère devant Bercy pour demander maintenant des cadres B en plus des cadres C ?

Nous exigeons que nous soient donnés les moyens humains nécessaires à nos missions, car ce ne sont pas les réorganisations tous azimuts qui changeront quoi que ce soit au manque de personnel. L'Île de France a augmenté sa population, et l'Essonne en particulier, de plus de 25% en 3 ans, pendant que dans le même temps les effectifs de la DDFiP de l'Essonne baissaient dans les mêmes proportions.

À plusieurs reprises, nous avons alerté la Direction sur la situation exsangue des services du département, sur l'épuisement physique et moral des agents. En témoigne l'augmentation des arrêts maladie et des tensions graves dans les services.

Aujourd'hui la situation n'est plus tenable, aucun site n'est épargné ! Les agents sont en souffrance de ne plus pouvoir accomplir leurs missions à cause du sous-effectif !

Les tensions les plus vives voient le jour parce que les services fonctionnent déjà à flux tendu tous les jours. Manque de personnel, absence de remplacement des collègues en congé maladie ou en congé parental, renfort des services au compte goutte parce qu'il y a trop de demandes d'aide dans trop de services, travail des agents partis en retraite redistribué, travail qui reste en suspens parce qu'il faut aller à l'accueil... tensions avec les usagers, mais aussi aujourd'hui tensions entre services, entre collègues...Le constat est accablant !

Nous exigeons pour nos collègues, qui sont logés dans des conditions indignes, des locaux pour travailler dans de bonnes conditions. Savez-vous que des collègues ont vissé leur fenêtre pour ne plus avoir froid, que d'autres vivent dans un bâtiment « Pailleron » et un environnement amianté, ou jusqu'à très récemment des morceaux se détachaient de la façade d'un autre immeuble. L'état de certains sites est déplorable à cause du ralentissement de l'entretien des immeubles domaniaux ou pris en location.

Nos revendications demeurent plus que jamais urgentes à satisfaire !

Agir pour la qualité et l'efficacité du service public est une exigence citoyenne.

Agir pour une société plus juste et pour nos revendications en tant qu'agents des finances publiques n'est pas antinomique mais complémentaire.

Agir pour une fiscalité plus juste et pour un service public plus efficace, c'est exiger un renforcement des moyens de la DGFIP et l'amélioration des conditions de travail.

Agir pour les droits des personnels, c'est refuser la déréglementation et demander une juste reconnaissance des qualifications.

En Essonne, nous revendiquons

- Le maintien de toutes nos missions au sein de la DGFIP.
- Le maintien du réseau de la DGFIP et l'arrêt des restructurations
- L'arrêt des suppressions d'emplois (*l'annulation des 37 suppressions prévues en 2016*) et la création des emplois nécessaires
- Le comblement immédiat des emplois vacants